

PENSER L'ARTICULATION « CULTURES/ÉCONOMIES » POUR LUTTER CONTRE LA MARCHANDISATION DE LA CULTURE ET FREINER LA CULTURE DE LA MARCHANDISATION

Par Jean Blairon

Le 30 septembre 2022, le mouvement d'éducation permanente Présence et Action Culturelle (PAC) a organisé au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles une mise en débat des rapports entre économie et culture. Le titre de la journée donnait un bon écho de ce qui a été perçu et vécu pendant la crise sanitaire : « Faire l'économie de la culture ? ».

Il nous a paru des plus important d'utiliser d'emblée le pluriel pour parler « économie » et « culture ». S'il est fréquent d'admettre qu'il n'y a pas de légitimité à parler de « la » culture tant les acceptions du terme, nous le verrons, peuvent être opposées, la même démarche est rarement appliquée à « l'économie ».

Pierre Bourdieu a pourtant mis en lumière une particularité de la science économique : l'extrême diversité qui la caractérise la rend quasi imperméable à la critique.

La science économique étant en effet le produit d'un champ hautement diversifié, il n'est pas de « critique » de ses présupposés ou de ses insuffisances qu'elle n'ait elle-même exprimée. Pareille à l'hydre de Lerne, elle a tellement de têtes différentes qu'on peut toujours en trouver une qui a déjà soulevé, plus ou moins bien, la question que l'on essaie de lui poser et toujours une – pas nécessairement la même – à qui l'on peut emprunter des éléments pour y répondre. Ses contradicteurs sont ainsi condamnés à apparaître comme ignorants ou injustes.¹

Cette imperméabilité a deux effets : elle permet à la science économique de masquer *tout ce qui constitue la vision anthropologique que, souvent sans le savoir, la plupart des économistes engagent dans leur pratique*². Par voie de conséquence, est rendue possible la réduction de *toute chose à l'état de marchandise achetable et [la destruction] de toutes les valeurs*.

Des provinces entières de l'existence humaine, et en particulier les domaines de la famille, de l'art ou de la littérature, de la science et même, dans une certaine mesure, de la bureaucratie, restent au moins pour une large part étrangers à la recherche de la maximisation des profits matériels. (...) Les échanges ne sont jamais complètement réduits à leur dimension économique et, comme le rappelait Durkheim, les contrats ont toujours des clauses non contractuelles.³

1 P. Bourdieu, « L'orthodoxie de la rationalité : le champ économique », in *Microcosmes, Théorie des champs*, Paris, Raisons d'agir, 2021, p. 419.

2 *Idem*, p. 420.

3 *Idem*, p. 425.

Pierre Bourdieu parle même d'une économie du non économique

Lorsqu'on demande une consultation à un ami médecin (...), une règle presque explicite veut qu'on ne lui verse pas un salaire, mais qu'on lui fasse un cadeau. Cette transmutation est extrêmement importante parce qu'elle fait partie des fondements d'une autre économie, d'une économie du non-économique, d'une économie fondée sur la dénégation de l'économique.⁴

Ceci étant posé, la thèse que nous voudrions défendre est la suivante : la question des rapports entre économies et cultures est avant tout une **question sociale**.

Comme Pierre Bourdieu l'a montré, le marché (en l'occurrence, à propos du marché des maisons individuelles) est en effet le résultat d'une **double construction sociale** à laquelle l'État contribue pour une part décisive en construisant la demande [les systèmes de préférence individuels, n.d.a.] et à travers l'attribution des ressources nécessaires [les aides étatiques, n.d.a.]⁵.

Il nous semble dès lors que réfléchir aux relations entre les économies et les cultures, c'est étudier les unes comme les autres comme une double construction sociale, construction de la demande et construction de l'attribution des ressources.

En Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), nous disposons d'un point de référence majeur en la matière, à savoir tout le travail de Marcel Hicter, haut responsable public, qui a réalisé à la fin des années 70 un bilan critique de sa propre action et de celle des politiques des pays européens en la matière, qu'il a considérées en termes d'échec.

Il a théorisé cet échec en critiquant les politiques de démocratisation de la culture et en appelant, comme l'on sait, à une démocratie culturelle.

La manière de construire la demande de la démocratisation de la culture, c'est de faire accéder les classes laborieuses aux œuvres produites par des autres, de leur *contreplaquer* une culture qui n'est pas la leur ; mais la démocratisation rate sa cible et les ressources sont dès lors mal attribuées, dit-il en 1976, puisqu'elles ne produisent pas les effets escomptés.

C'est sans joie que je dois me résoudre à accepter la défaite dans deux de mes combats les plus constants et les plus essentiels : les efforts de ceux qui, épris de justice sociale, ont tenté de réaliser l'égalité des chances avec l'accès aux études et de faire accéder le peuple à la culture ont échoué de façon indiscutable.

Je voudrais que les hommes politiques qui m'écoutent et qui doivent être les initiateurs et les impulseurs d'une vraie politique culturelle participent à mon désarroi et aussi à ma fureur quand je mesure l'impuissance du pouvoir public, le niveau dérisoire de ses moyens en comparaison de la puissance de ceux qui, pour de seuls objectifs de profit, choisissent, évitent, écartent, proscrirent, prescrivent, sélectionnent, matraquent, mènent leurs écuries d'écrivains, de chanteurs, de vedettes. Membres des classes privilégiées, ils imposent leur culture comme étant la culture parce qu'ils sont la classe dominante.

(...) Ces industriels de la culture, nourrissent les masses, leur insufflent leurs désirs, leurs hiérarchies, leurs normes, leurs conduites.⁶

Et M. Hicter évoque des statistiques sans appel sur l'attribution des ressources publiques et leur échec social.

4 P. Bourdieu, L'intérêt au désintéressement, Cours au Collège de France, 1987-1989, Paris, Seuil/Raisons d'agir, 2022, p. 94.

5 P. Bourdieu, « L'orthodoxie de la rationalité... » *op. cit.*, p. 421.

6 M. Hicter, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », in *Pour une démocratie culturelle*, Bruxelles, Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs du Ministère de la Communauté française et Fondation M. Hicter pour la Démocratie culturelle, 1980, pp. 327 et 330.

Il prône donc une inversion totale de la politique culturelle qu'il appelle « démocratie culturelle », avec l'ambition qu'elle soit, comme le dit Jean-Pierre Nossent, une « méthode de l'égalité »⁷ : il s'agit d'adopter une conception anthropologique de la culture et reconnaître dès lors que tous sont dotés de ressources culturelles, que *tous en ont besoin pour vivre, pour voir et comprendre le monde et pour agir sur lui*⁸. Il s'agit donc de construire une demande qui définit la culture comme *une attitude, une volonté de dépassement personnel total, de son corps, de son cœur, de son esprit, en vue de comprendre sa situation dans le monde et d'infléchir son destin.*⁹

Les ressources sont dès lors à attribuer à tout ce qui permet « le développement de chacun et le développement de tous », à savoir le **pouvoir d'agir dans le champ du travail, dans le champ politique, dans le champ social**¹⁰.

Réfléchir aux rapports économie et culture, c'est donc faire le bilan de cette inflexion, de ce changement de politique culturelle : où en sommes-nous ?

Ce bilan n'est pas très positif, à l'image du lapsus énorme présent dans la table des matières de l'ouvrage qui rassemble les textes de M. Hicter : le titre de sa conférence de 1976 y est erronément retranscrit : *Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle* est devenu *Démocratisation de la culture ou démocratisation culturelle...* Comme si le terme démocratisation faisait sans cesse retour, ne pouvait pas vraiment être abandonné.

Le bilan que nous nous devons de construire comporte au moins trois questions :

- Qu'en est-il aujourd'hui en matière d'inflexion de la politique culturelle publique ?
- Qu'en est-il de la compréhension de l'enjeu social de l'articulation des économies et des cultures ?
- Qu'en est-il du rapport de force avec les puissants qui aliènent par la culture ?

EN MATIÈRE D'INFLEXION DE LA POLITIQUE CULTURELLE

Le bilan est mitigé, puisqu'en matière de construction de la demande, nous sommes passés d'une opposition des politiques de démocratisation et de démocratie culturelle (ce qui implique un choix résolu pour la démocratie culturelle) à une cohabitation de ces politiques.

Prenons l'exemple de la récente déclaration de politique communautaire (DPC) adoptée par l'actuel gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles.

On y retrouve quasi les termes employés par M. Hicter :

*Donner les moyens et outils à chaque citoyenne et citoyen, dès son plus jeune âge, de réfléchir et agir sur le monde qui l'entoure, de pouvoir inventer et s'exprimer à travers les arts et/ou la participation citoyenne, c'est l'objectif prioritaire du Gouvernement.*¹¹

7 J.-P. Nossent, « Pratique de la démocratie culturelle, une méthode de l'égalité ? » http://www.ihoes.be/PDF/JP_Nossent_Pratique_democratie_culturelle.pdf

8 M. Hicter, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », *op. cit.*, p. 328.

9 *Idem*, p. 334.

10 M. Hicter parle en effet de participation, d'action solidaire, de pratiques de la démocratie sociale, politique et économique (p. 338). Voir à ce sujet Y. Lecomte, « Marcel Hicter (1918-1979), catalyseur déterminant de la démocratie culturelle : un rêve bridé, une utopie à nourrir ? Une politique à poursuivre », http://www.ihoes.be/PDF/analyses/IHOES_Analyse207.pdf

11 <https://gouvernement.cfwb.be/files/Documents/D%c3%a9claration%20de%20Politique%20Communautaire%202019-2024.pdf>, pp. 40 et sq.

En matière d'attribution des ressources, la DPC tire la conséquence suivante :

Valoriser les spécificités de l'action associative critique et active ainsi que renforcer l'éducation permanente dans son rôle capital en matière de participation citoyenne et de démocratie culturelle.

Cependant, l'orientation inverse est des plus présente, y compris en matière d'industries culturelles (si critiquées par M. Hicter, comme on l'a vu ci-dessus) :

Le Gouvernement propose de :

- *Développer un véritable pôle des industries culturelles et créatives en Fédération Wallonie-Bruxelles ;*
(...)
- *Déployer des politiques de soutien aux institutions culturelles afin de garantir un maillage territorial qui assure à tous un accès équilibré à la création culturelle ;*
- *Redéployer et soutenir la diffusion artistique en Fédération Wallonie-Bruxelles et à l'international en s'appuyant notamment sur les agences de Wallonie-Bruxelles International, le théâtre des Doms à Avignon et sur le Centre Wallonie-Bruxelles de Paris ;*
- (...)
- *Dans le respect de la liberté artistique, encourager les différentes formes de partenariats entre le public et le privé.*

Au niveau de l'attribution des ressources, on ne peut pas dire que le courant déploré par M. Hicter ait été inversé, comme le remarque d'ailleurs Thierry Bodson, faisant écho dans *Agir par la culture* à l'enquête de Nizet et Abitbol sur laquelle s'appuyait Marcel Hicter :

(...) Quelle place va-t-on donner à la culture en Wallonie et dans notre société de façon plus large ? Aujourd'hui, objectivement, la place de la culture comme outil permettant aux gens de développer leur esprit critique est un échec complet. Aujourd'hui, les budgets sont consacrés à 5 ou 6 grands outils culturels wallons ou francophones. Budgétairement, on se trompe. Seuls 2 à 4 % des francophones vont dans ces lieux, les musées, etc.¹²

QU'EN EST-IL DE LA COMPRÉHENSION DE L'ENJEU SOCIAL DE L'ARTICULATION DES ÉCONOMIES ET DES CULTURES ?

A cet égard, la récente contribution de Bernard Lahire en 2019 nous semble décisive ; dans *Enfances de classe*, il reprend l'enjeu scolaire et l'enjeu culturel évoqués par M. Hicter (supra), en le reformulant d'une manière très pertinente et en le situant dans la lutte contre les inégalités (le sous-titre de l'ouvrage est *De l'inégalité parmi les enfants*¹³).

L'auteur avance que ce que Marx évoque comme lutte centrale, soit l'appropriation privée des moyens de production, doit être étendue :

- *aux connaissances pratiques et théoriques qui permettent de concevoir, fabriquer et faire fonctionner des artefacts (outils) de toute nature ;*
- *aux dispositions permettant l'appropriation de ces connaissances ;*
- *aux dispositions permettant la lutte en tant que telle.¹⁴*

Pour lui, la question sociale portée par cette lutte concerne la possibilité d'extension de soi, toutes les formes possibles d'augmentation de sa réalité ou de son pouvoir sur la réalité.

¹² T. Bodson, interview de S. Beaucamp, J. Cornil et Y. Samzun, *Agir par la culture*, publication de PAC, 1er semestre 2012, p. 7.

¹³ B. Lahire (dir.), *Enfances de classe, De l'inégalité parmi les enfants*, Paris, Seuil, 2019.

¹⁴ *Idem*, p. 1165.

*Disposer de plus d'espace, de plus de temps, de plus de confort matériel, de plus d'aide humaine, de plus de connaissance, de plus d'expériences esthétiques, de plus d'informations, de plus de soins, de plus de vocabulaire et de formes langagières, de plus de possibilités de se vêtir, de se reposer ou de se divertir, et bien sûr d'avoir plus d'argent (...) c'est avoir plus de pouvoir sur le monde et sur autrui.*¹⁵

La question sociale, celle des luttes contre les inégalités se formule dès lors comme suit : *Pour les uns, une vie augmentée ; pour les autres une vie rétrécie.*

La question du « pouvoir de vivre » mise en avant par le Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté depuis des années ne dit rien d'autre et nous avons eu le plaisir d'entendre Jean-François Tamellini développer ce thème lors de la rentrée politique de la FGTB ce 13 septembre 2022.

Une des façons parmi d'autres « d'augmenter sa réalité », c'est évidemment l'expérience esthétique. A ce sujet, Lahire cite Proust qui montre que l'art *seulement nous permet de sortir de nous, savoir ce que voit un autre de cet univers qui n'est pas le nôtre (...)*¹⁶

C'est d'ailleurs la force de la scène centrale du *Temps retrouvé*, où le narrateur fait une expérience de réalité augmentée :

Au moment même où, doutant *de ses dons littéraires et même de la réalité de la littérature*, il s'apprête à se résigner à ne goûter qu'à des *plaisirs frivoles*, il fait coup sur coup l'expérience de l'irruption de sensations et de la félicité qu'elle lui donne : il est assailli par la réalité de Venise en plein Paris (*un azur profond enivrait mes yeux, des impressions de fraîcheur, d'éblouissante lumière tournoyaient près de moi*) puis par le retour d'un voyage en train vers Balbec (*les sensations étaient de grande chaleur encore mais toutes différentes ; mêlée d'une odeur de fumée, apaisée par la fraîche odeur d'un cadre forestier*)¹⁷.

Le Temps retrouvé est celui qui, dédoublé, enrichit l'expérience sensible.

Il ne faudrait cependant pas oublier que pour Proust la lecture d'un livre ne suffit jamais à faire vivre cette expérience.

*Nous ne pouvons recevoir la vérité de personne, (et que) nous devons la créer nous-mêmes. (...) Le suprême effort de l'écrivain comme de l'artiste n'aboutit qu'à soulever partiellement pour nous le voile de laideur et d'insignifiance qui nous laisse incurieux devant l'univers. (...) La lecture est au seuil de la vie spirituelle ; elle peut nous y introduire : elle ne la constitue pas.*¹⁸ (pp. 46 à 50)

Nous avons là une des raisons de l'échec des politiques de démocratisation : elles s'arrêtent où il faudrait commencer pour tous ceux qui n'ont pas les dispositions permettant l'appropriation et les dispositions de la lutte pour une telle appropriation.

Bernard Lahire ajoute d'ailleurs pour sa part :

*On aurait tout simplement envie d'ajouter à cela que cette réalité augmentée dont profitent en premier lieu les dominants est tout autant le fait de la science, de la technique ou de la médecine que de la littérature ou de l'art.*¹⁹

15 *Idem*, p. 1166.

16 *Idem*, p. 1169.

17 M. Proust, *A la recherche du temps perdu, VII, Le Temps retrouvé*, Paris, Gallimard, éd. 1992, pp. 164-166.

18 M. Proust, *Sur la lecture*, Bruxelles, Jacques Antoine, 1985, pp. 4§-50.

19 B. Lahire, *Enfances de classe, De l'inégalité parmi les enfants, op. cit.*, pp. 1169.

Et nous dirons ici qu'à notre estime, la démocratie culturelle est la voie royale pour diminuer les inégalités en matière d'accès à une réalité augmentée (et donc à un pouvoir sur celle-ci) parce que l'expérience esthétique suppose une accumulation primitive, un accès aux codes (et surtout au *code des codes*, celui qui pose que l'appropriation de l'expérience esthétique repose sur la capacité de s'affranchir des codes en vigueur²⁰), alors que la démocratie culturelle peut s'appuyer sur les ressources culturelles existantes des dominés (et non les ressources qui, leur ayant été confisquées, leur seraient à acquérir avant d'avoir accès à ce qui n'est qu'une incitation ou une introduction à la *vie spirituelle* comme le dit M. Proust) - pour les développer, les transformer, les déplacer, dans une logique d'égalité et non d'affirmation de l'inégalité.

M. Hicter lui-même conclut d'ailleurs une description de la démocratie culturelle en disant : *En fait, il s'agit ni plus ni moins que d'enrichir la vie.*²¹

N'oublions pas en effet que l'essentiel de la *réalité augmentée*, c'est l'augmentation de son pouvoir d'action sur la réalité.

Il s'ensuit qu'une politique progressiste en matière de culture doit soutenir prioritairement ce qui permet effectivement à ceux qui subissent la domination et les inégalités de ne pas être voués à une vie rétrécie et à la reproduction ou à l'aggravation des inégalités.

Pour nous, la démocratie culturelle est une voie plus cohérente, plus pertinente, plus adaptée à la réalité des inégalités que toute autre approche, puisqu'elle ne suppose pas acquis ce qui est précisément à acquérir (comme le fait la démocratisation de la culture) et qu'elle peut s'appuyer, en tant que processus collectif, sur une solidarité et un partage de ressources existantes. Mais a-t-elle des chances de se développer aujourd'hui ?

EN MATIÈRE DE RAPPORT DE FORCE AVEC LES PUISSANTS

Avons-nous un rapport de force plus favorable par rapport à ceux que M. Hicter désignait comme *Ces industriels de la culture, [qui] nourrissent les masses, leur insufflent leurs désirs, leurs hiérarchies, leurs normes, leurs conduites* ?

Là, le pronostic est peu favorable.

Luc Boltanski et Arnaud Esquerre ont en effet attiré l'attention sur le développement d'une nouvelle forme d'économie qu'ils appellent l'économie de l'enrichissement. Elle est encore plus défavorable à la démocratie culturelle que les industries culturelles classiques.²²

L'économie de l'enrichissement a deux sens :

- s'appuyant sur le commerce, elle est faite pour les riches, ou ceux qui aspirent à l'être ou croient qu'ils peuvent le devenir ;
- elle opère non plus en fabriquant des marchandises standardisées, mais en enrichissant la marchandise en la singularisant, en la lestant d'une valeur patrimoniale ou culturelle ; la dimension anthropologique de la culture peut constituer ainsi elle-même un nouveau gisement : tout peut devenir de l'art, être comme on dit artificiel, même les territoires.

20 P. Bourdieu, *L'amour de l'art*, Paris, Minuit, 1969, p. 79..

21 M. Hicter, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », *op. cit.*, p. 337.

22 Nous avons développé ce thème dans notre analyse « Pauvre démocratie culturelle ! », <https://www.intermag.be/687>.

Les auteurs citent l'exemple de la ville d'Arles qui a cru enrayer un fort déclin industriel en voulant valoriser son patrimoine architectural et en développant force activités artistiques et culturelles.

*L'ambition de Maja Hoffmann est de faire d'Arles « Une Bilbao à la française », en créant une fondation destinée à abriter un musée, des résidences d'artistes, des colloques, en synergie avec les autres institutions culturelles locales, ce qui est **supposé** (nous soulignons) créer « des centaines d'emplois » et donner à la ville une « visibilité internationale », dans une logique qui déploie les différentes facettes de l'économie de l'enrichissement.²³ (p. 63)*

Au contraire, remarquent les auteurs d'une façon plus générale, *L'un des effets de la réorientation économique a été d'intensifier la dualisation de la consommation avec l'opposition croissante entre, d'un côté, une consommation de masse de produits standards, commercialisés par les entreprises de grande distribution à destination des acheteurs les moins fortunés et, de l'autre, une consommation de produits qui se définissent précisément dans leur écart par rapport aux produits standards, et qui sont destinés à satisfaire les manques d'acheteurs plus fortunés.²⁴*

Jack Lang est l'opérateur politique le plus évident de l'intégration de la démocratie culturelle à l'économie de l'enrichissement (concomitamment au tournant de la rigueur et à la réconciliation des Français avec l'entreprise qu'ont entreprise les socialistes français à partir des années 80).

Tout peut devenir art, mais l'art doit être intégré au commerce et au tourisme, comme le notent Boltanski et Esquerre :

Il [le ministre Lang] affirme que les liens entre culture et économie ne sont pas scandaleux et corrupteurs, mais normaux et même indispensables. L'économie ne pervertit pas la culture, mais lui est nécessaire. Sans économie, pas de culture. Et, à l'inverse, il prédit que c'est par l'inventivité culturelle que les économies mondiales peuvent être relancées et que « vaincre le chômage, c'est un changement culturel qui passe lui-même par un changement de politique culturelle ». La culture doit être au service de l'économie (notamment grâce au tourisme).²⁵

Ce raisonnement n'est pas absent de nos politiques culturelles, loin s'en faut.

On se souvient du plaidoyer de Vincent Reuter, administrateur délégué de l'UWE, en 2009 pour un « ménage à trois : économie, tourisme, culture » tout à fait intégré à une économie de l'enrichissement, qui fait flèche de tout bois. Nous perdons là toute visée transformatrice et critique et la démocratie culturelle se voit vidée de son sens.

La culture est action permanente pour améliorer sa nature et son milieu et mise en commun des résultats de cette action ; elle ne relève en rien de la diffusion, elle est faite d'attitudes positives, participantes et critiques. (...) La préparation à la participation et la participation elle-même aux pratiques de la démocratie sociale, politique et économique est un acte culturel.²⁶

Cette dernière citation est extraite du discours prononcé par M. Hicter pour présenter les Assises Culturelles décidées au Congrès des socialistes wallons à Jolimont en 1976.

Le texte se termine par cette formule de P. Emmanuel : *La fonction de la culture dans une société est la capacité qu'ont ses membres, individuellement ou en groupes, de parler et d'agir, en vue de modifier sa forme sociale, d'en être les coopérateurs.*

23 L. Boltanski et A. Esquerre, *Enrichissement, Une critique de la marchandise*, Paris, Gallimard, 2017, p. 63.

24 *Idem*, p. 65.

25 *Idem*, p. 85.

26 M. Hicter, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », *op. cit.*, pp. 345 et 355.

Si l'on en revient aux deux combats portés par Marcel Hicter, *réaliser l'égalité des chances avec l'accès aux études et de faire accéder le peuple à la culture*, nous trouvons, en plus de ce détournement de la démocratie culturelle dans de très hasardeux ménages à trois, trois circonstances aggravantes²⁷ qui sont les suivants.

- La culture de la marchandisation qui a envahi notamment l'enseignement, qui se parle désormais dans un galimatias managérial tout à fait similaire à celui qui sévit dans les entreprises marchandes, galimatias qui ne parle absolument pas aux « élèves d'en bas » si ce n'est les rejette :

J.-P. Le Goff dans son ouvrage remarquable *La Barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école* remarque en effet :

Après avoir été longtemps considérée comme le lieu central de l'exploitation et de l'aliénation, l'entreprise se trouve « réhabilitée » dans la plus grande confusion. Elle n'est pas seulement reconnue comme productrice de richesses, mais placée sur un piédestal, elle devient un nouveau pôle de légitimité sociale, un modèle pour l'ensemble des activités sociales.

Le Goff cite Laurent Fabius à titre d'exemple de cette évolution :

*C'est sur les entreprises que repose pour l'essentiel la responsabilité de la modernisation. Elles doivent bénéficier du soutien de l'ensemble du pays.*²⁸

- Plus grave encore : les politiques publiques lient leurs pieds et leurs poings aux grandes firmes capitalistes de consultance internationale qui affaiblissent les services publics pour mieux capter les richesses qu'ils produisent. C'est un facteur d'affaiblissement des politiques publiques, affaiblissement dont nous voyons aujourd'hui les effets catastrophiques (qu'il suffise de penser à toute une série de « libéralisations » comme on dit)²⁹.

C'est donc par le haut et par le bas que la culture des dominants est « matraquée » aujourd'hui, en dépit de ses échecs patents.

- Pour couronner le tout, le Code des Sociétés et des Associations (CSA) et sa logique assimilationniste fait entrer le commerce dans l'activité associative³⁰ : l'économie de l'enrichissement a de beaux jours devant elle.

CONCLUSION

Le bilan de la prise en compte de la question sociale que constitue l'articulation entre les économies et les cultures est donc mitigé, c'est le moins que l'on puisse dire.

Pour autant qu'on veuille mener une politique progressiste, c'est-à-dire réduire les inégalités, diminuer les privilèges des héritiers, rééquilibrer les chances et les places, nous avons à investir toutes les marges de manœuvre, toutes les marges qui s'offrent à nous.

Dans la ligne de notre raisonnement, ceci implique

27 Ces points sont développés dans notre analyse « Marchandisation de la culture, culture de la marchandisation », <https://www.intermag.be/683>.

28 J.-P. Le Goff, *La barbarie douce, la modernisation aveugle des entreprises et de l'école*, Paris, La Découverte, 1999, p. 87.

29 Ph. Mahoux et J. Blairon, « Le pouvoir politique des firmes de consultance internationales : une analyse institutionnelle », <https://www.intermag.be/734>.

30 Ph. Mahoux, « Controverses sur l'identité associative », <https://www.intermag.be/628>.

- d'adopter un point de vue non économiste sur l'enjeu : la propriété des moyens de production n'est plus suffisante comme point de vue directeur – la lutte pour une vie augmentée pour tous, contre les conditions qui confinent le public populaire à une vie rétrécie nous semble plus pertinente ;
- remettre en question la conversion généralisée au néo-libéralisme dans la conduite des affaires de l'État ; ce sont les travailleurs qui produisent la richesse et les usagers qui la réalisent (cesser de croire que ce sont les seules entreprises qui créent la richesse et la croissance et tourner le dos à la logique de l'État « mannequin » qui s'amaigrit et s'affaiblit pour mieux attirer ceux qui vont le piller) ;
- saisir toutes voies et moyens pour faire progresser la lutte contre les inégalités.

En montrant par exemple qu'économiquement parlant il y a toutes sortes d'échanges qui échappent au formatage capitaliste.

Tout échange mobilisant de l'argent n'est pas marchand.

Si nous suivons les travaux de Michel Callon et Bruno Latour, nous pouvons dire qu'est marchand ce qui est formaté pour que les droits de propriété et les bénéfices puissent être garantis ; pour cela on sort du calcul (et de la réalité) toute une série de dimensions (qu'on transforme en « externalités »). Tout est fait, disent les auteurs, pour qu'on se quitte après l'échange comme des étrangers, sans responsabilité l'un envers l'autre.³¹

La démocratie culturelle subvertit cette logique. Pensons par exemple à l'affirmation de M. Hicter selon laquelle l'animateur socio-culturel a deux employeurs : celui qui l'engage et le groupe pour lequel il travaille³². Il est impossible dans une telle logique de « se quitter comme des étrangers » : il y a dans ce type de travail une économie du non économique qui est renforcée par la logique territoriale des politiques de démocratie culturelle : c'est sur un territoire donné, en contact direct avec les groupes avec qui on vit, en évaluation avec eux des effets qu'on produit en matière de coopération et de participation qu'on peut œuvrer à *l'acte culturel* que constitue *la préparation à la participation et la participation elle-même aux pratiques de la démocratie sociale, politique et économique*.³³

C'est cette culture-là, qui participe critiquement d'une économie du non économique, d'une lutte contre tout ce qui produit les inégalités et contre tout ce qui permet de les reproduire, c'est cette culture-là, qui soutient tout ce qui rapproche les groupes des centres de décision, que nous pouvons promouvoir et développer, malgré les forces adverses qui tendent à l'affaiblir.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Penser l'articulation « cultures/économies » pour lutter contre la marchandisation de la culture et freiner la culture de la marchandisation », *Intermag.be*, RTA asbl, octobre 2022, URL : www.intermag.be/.

31 Cfr M. Callon et B. Latour, « « Tu ne calculeras pas ! » ou comment symétriser le don et le capital », publié dans A. Caillé (dir.), *Le capitalisme aujourd'hui*, Paris, La Découverte, Mauss n° 9, 1997. Cet article est disponible en ligne via le lien suivant : <https://studylibfr.com/doc/2612770/%E2%80%9Ctu-ne-calculeras-pas-%E2%80%9D-ou-comment-sym%C3%A9triser-le-don>. Nous en avons fait une présentation dans notre étude « L'associatif est-il (encore) manifestable ? », <https://www.intermag.be/709>.

32 M. Hicter, « Animation et démocratie culturelles », in *Pour une démocratie culturelle*, Bruxelles, Direction générale de la Jeunesse et des Loisirs du Ministère de la Communauté française et Fondation M. Hicter pour la Démocratie culturelle, 1980, p. 294.

33 M. Hicter, « Démocratisation de la culture ou démocratie culturelle », *op. cit.*, 1980, p. 355.